



## Commission exécutive nationale 13 et 14 janvier 2015

### Résumés d'intervention

#### **Christian STEENHOUDT (délégué national)**

Les réponses à apporter aux drames vécus doivent prioritairement être basées sur l'exception culturelle et historique de la France au regard des religions, sur la laïcité, tout cela doit être constamment l'objet de cours dans les écoles. La France est une république et pas une théocratie et le blasphème est permis. Ne pas confondre le racisme et la condamnation de l'anti féminisme de la religion musulmane.

Sur la société ultra libérale française ou tout est privatisé, la FGR pour défendre les services publics la protection sociale doit avoir des propositions en matière de prélèvements sociaux autres que sur la masse salariale. Face au pouvoir économique, le pouvoir politique a comme rare moyen d'intervention : la fiscalité

Les résultats des élections professionnelles dans la fonction publique montrent : une certaine stabilité, l'expression d'une certaine confiance envers les syndicats tout en sachant qu'ils ne peuvent apporter de vrais changements face à une impasse politique actuelle.

#### **Michel SOUFFLET (Solidaires Finances Publiques)**

Annonce d'une expérimentation concernant une révision de la base des locaux d'habitation. Lancée en février 2015 et dépôt d'un rapport au Parlement en septembre 2015. Opération lourde et complexe après la révision des locaux professionnels. Révision attendue depuis 1970 car les injustices se sont aggravées.

Questions : le politique aura-t-il le courage de mettre en œuvre une réforme de fond et une réécriture globale ? Par ailleurs va-t-on renforcer l'autonomie des collectivités locales au détriment de l'égalité devant l'impôt ? Ne risque-t-on pas de voir s'accroître les inégalités territoriales ? Y aura-t-il égalité de traitement des citoyens devant les Services Publics ? La promesse « les impôts réaugmenteront pas jusqu'à la fin du quinquennat » engagement non tenable : un budget et une loi de financement de la Sécurité Sociale, c'est le moyen d'agir sur l'économie et la conjoncture. C'est interdire aux Parlementaires de légiférer. C'est montrer qu'on a enterré toute réforme fiscale.